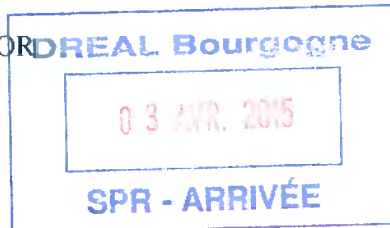


PRÉFET DE LA CÔTE D'OR



Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Région Bourgogne
Unité Territoriale 21

ARRETE PREFECTORAL

PORTANT MISE EN DEMEURE

Société CORIANCE

Commune de DIJON

Le préfet de la région Bourgogne
préfet de la Côte-d'Or
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.171-1 à L.171-12,
 - VU le titre premier de la partie réglementaire du Livre V du Code de l'Environnement,
 - VU l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2001 autorisant la société DITHECO dont le siège social est situé chemin de la Cras à Dijon à modifier la chaufferie urbaine située quartier de la Fontaine d'Ouche à Dijon et à exploiter sur le site une unité de cogénération,
 - VU l'arrêté préfectoral du 20 mai 2011 notifiée à la société DITHECO portant prescriptions complémentaires,
 - VU le récépissé de déclaration de changement d'exploitant de la chaufferie de Fontaine d'Ouche délivrée le 26 février 2013 à la société CORIANCE,
 - VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 17 février 2015 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'Environnement,
 - VU la réponse de l'exploitant du 27 février 2015 à la transmission du rapport visé,
 - CONSIDERANT que lors de la visite du 10 février 2015, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que l'exploitant ne respectait pas les exigences de l'article 11.2 de l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2001 précité :
- « L'ouvrage de prélèvement d'eau est équipé d'un disconnecteur ou de tout autre dispositif équivalent. »

.../...

- CONSIDERANT que l'ouvrage de prélèvement d'eau n'est pas équipé d'un disconnecteur,

- CONSIDERANT que lors de la visite du 10 février 2015, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que l'exploitant ne respectait pas les exigences de l'article 11.4 de l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2001 précité :

« Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateurs, de façon à maintenir toute pollution accidentelle à l'intérieur de l'établissement. »

- CONSIDERANT que les réseaux de collecte de l'établissement ne sont pas équipés d'obturateurs, de façon à maintenir toute pollution accidentelle à l'intérieur de l'établissement,

- CONSIDERANT que la réponse de l'exploitant du 27 février 2015 apporte des éléments attestant de l'existence d'un obturateur sur le réseau d'eaux pluviales,

- CONSIDERANT que lors de la visite du 10 février 2015, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que l'exploitant ne respectait pas les exigences de l'article 19.2 de l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2001 précité :

« Les gaz sont rejetés à l'atmosphère au moyen de cheminées, dans les conditions définies ci-après :

Identification du conduit	Caractéristiques des gaz rejetés au débouché du conduit	
	Température minimale des gaz rejetés (° C)	Vitesse minimale des gaz (m/s)
C1 (générateur au gaz)	140	8
C2 (générateur en secours au gaz naturel)	140	17
C3 (générateur au gaz naturel)	140	7
C4 (cogénération)	120	15

- CONSIDERANT que les mesures réalisées en 2014 (26 et 27 juin, et 14 novembre 2014) montrent des non-conformités des températures et des vitesses minimales des gaz rejetés par les chaudières G2/C1 et G4/C3 et, de la vitesse minimale d'éjection des gaz de l'installation de cogénération,

- CONSIDERANT que lors de la visite du 10 février 2015, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que l'exploitant ne respectait pas les exigences de l'article 20.1 de l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2001 précité :

« Les modalités de contrôle sont définies ci-après :

Identification du conduit	Paramètres à Contrôler (1)	Fréquence*
C1 (chaudière)	O ₂ Poussières ** NO _x CO SO ₂ ** HAP** COV**	en continu en continu en continu en continu annuelle annuelle annuelle
C2, C3 (chaudières)	Poussières** SO ₂ NO _x	Mensuelle Mensuelle Mensuelle
C4 (cogénération)	Poussières SO ₂ NO _x CO COV	Mensuelle Mensuelle Mensuelle Mensuelle Mensuelle

* en période de chauffe

** fonctionnement au FOD ou FL TBTS

(1) Selon les normes en vigueur figurant en annexe, sinon selon une méthode soumise à l'approbation de l'inspection des installations classées. »

.../...

- CONSIDERANT que le suivi sur la chaudière G2/C1 est mensuel, qu'aucun suivi du paramètre SO₂ n'est assuré sur la chaudière G4/C3 et qu'aucun suivi sur l'ensemble des paramètres n'est réalisé sur l'installation de cogénération),

- CONSIDERANT que lors de la visite du 10 février 2015, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que l'exploitant ne respectait pas les exigences de l'article 40.4 de l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2001 précité :

« La fiabilité des détecteurs de gaz est adapté aux exigences de l'article 40.3. Des étalonnages sont régulièrement effectués. »

- CONSIDERANT que les huit détecteurs de gaz (2 par box moteur) de l'installation de cogénération n'ont pas été étalonnés en 2014,

- CONSIDERANT que l'exploitant a transmis par courrier en date du 27 février 2015 le rapport d'étalonnage réalisé le 16 février 2015 sur les huit détecteurs de gaz de l'installation de cogénération,

- CONSIDERANT que lors de la visite du 10 février 2015, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que l'exploitant ne respectait pas les exigences de l'article 40.4 de l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2001 précité :

« Toute la chaîne de détection de gaz est vérifiée journallement, son fonctionnement est testé semestriellement et les résultats consignés par écrit. »

- CONSIDERANT que la chaîne de détection de gaz n'est pas vérifiée journallement et que son fonctionnement n'est pas testé semestriellement. »

- CONSIDERANT que face à l'ensemble des manquements précités, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement en mettant en demeure la société CORIANCE de respecter les prescriptions des articles 11.2, 19.2, 20.1 et 40.4 de l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2001 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement,

- SUR proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Côte d'Or,

ARRETE

ARTICLE 1er -

La société CORIANCE, dont le siège social est situé à Dijon 21000, est mise en demeure, pour ses installations situées sur le territoire de Dijon de respecter les exigences des articles suivants de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 24 janvier 2001 susvisé :

- 1.1 **article 11.2 (délai un mois)** : équiper l'ouvrage de prélèvement d'eau d'un disconnecteur.
- 1.2 **article 19.2 (délai trois mois)** : respecter les températures et les vitesses minimales d'éjection des gaz des chaudières G2/C1 et G4/C3, et la vitesse minimale d'éjection des gaz de l'installation de cogénération.
- 1.3 **article 20.1 (délai un mois)** : respecter les modalités de contrôle (autosurveillance) des rejets atmosphériques.
- 1.4 **article 40.4 (délai une semaine)** : vérifier journallement toute la chaîne de détection de gaz.
- 1.5 **article 40.4 (délai un mois)** : tester le fonctionnement de toute la chaîne de détection de gaz.

.../...

ARTICLE 2 -

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 - Délai et voie de recours (Articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du Code de l'environnement) :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon – 22 rue d'Assas – 21000 DIJON. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, il commence à courir du jour où la présente décision leur a été notifiée. Les tiers disposent d'un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent acte.

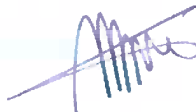
ARTICLE 4 -

La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Côte d'Or, Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, M. le maire de DIJON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée à :

- Mme la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- M. le Directeur du Service des Archives Départementales de la Côte d'Or,
- M. le Maire de DIJON
- M. le Directeur de la société CORIANCE

FAIT à DIJON, le **2 AVR. 2015**

LE PREFET,
Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale



Marie-Hélène VALENTE